

Lettre aux professeurs sur la liberté d'expression

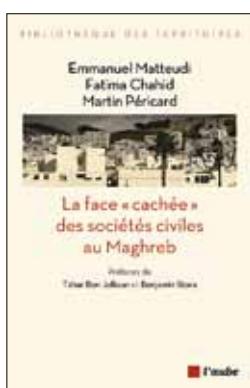
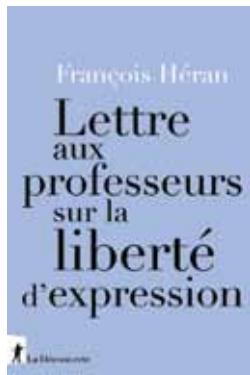
François Héran

La Découverte, mars 2021

252 pages, 14 €

Depuis que les débats autour de la place de l'islam en France sont devenus l'objet des pires crispations et polarisations politiques, de multiples poncifs ne cessent de nourrir les positions les plus délétères : la liberté d'expression serait sans limite, on peut donc critiquer une religion sans critiquer celles et ceux qui la pratiquent, l'islamophobie est une invention des fondamentalistes pour empêcher la critique de l'islam, etc. Longtemps on a cru que ces positions caricaturales étaient l'apanage d'une droite décomplexée mais, depuis les attentats islamistes de 2015, les vannes de la haine se sont ouvertes, à coups d'amalgames et de stigmatisations récurrentes de la population musulmane. Le terrible assassinat du professeur d'histoire-géographie Samuel Paty en est l'exemple le plus récent.

L'enseignant avait choisi de montrer des caricatures dont celle de la dessinatrice rescapée de *Charlie Hebdo*, « Coco », représentant Mahomet dans une posture dégradante. Aussitôt, sans même que l'on sache quel traitement pédagogique Samuel Paty avait décidé d'adopter avec les caricatures, l'Education nationale décidait en son hommage de lancer toute une campagne en défense de la liberté d'expression et de la laïcité, demandant aux enseignants de s'en faire les échos. Mais quel lien entre la laïcité et l'assassinat de Samuel Paty ? Peut-on faire abstraction de l'humiliation ressentie par des croyants et, partant, de leurs enfants, dans un cadre pédagogique ? Enfin, est-ce à la République de décider quelles caricatures sont acceptables ou non, et quel traitement pédagogique devrait en être fait ? Ce sont toutes ces questions qui



ont poussé François Héran à prendre la plume une première fois pour entrer en dialogue sous la forme d'une lettre ouverte aux enseignants, puis à étoffer celle-ci en passant en revue les questions philosophiques, juridiques et éthiques posées par le discours officiel. Une bouffée d'oxygène qui fait penser et replace de l'humanité dans des débats doulooureux pour une partie de nos concitoyennes et concitoyens.

**Laurence De Cock,
membre du Comité central
de la LDH**

La Face « cachée » des sociétés civiles au Maghreb

E. Matteudi, F. Chahid, M. Péricard
Editions de L'Aube, sept. 2020
240 pages, 22 €

L'histoire des sociétés civiles au Maghreb est déjà longue ; la littérature sur celles-ci est relativement abondante depuis les indépendances, et même antérieurement. Leur rôle a été déterminant dans les processus des indépendances, à des degrés divers, des trois pays concernés ici (Algérie, Maroc, Tunisie) ; rôle vite occulté par les nouveaux Etats indépendants, afin d'affirmer leurs romans nationaux respectifs (ultranationalistes seraient plus exact).

De l'occultation à la surveillance puis à la répression, il n'y a eu qu'un pas, vite franchi par les autorités algérienne, marocaine et tunisienne, étouffant rapidement le rêve des populations de passer enfin du statut de « l'indigène au citoyen ». L'émergence (par la transformation ou la création) d'associations gouvernementales, lourdement soutenues par les pouvoirs, a pris le pas jusqu'aux révoltes arabes des années 2010, même si ceux-ci ont pu laisser ici ou là des espaces de respiration à des populations menant des actions à caractère social, éducatif, culturel, éco-

nomique ou environnemental, plus récemment afin de pallier aux insuffisances des politiques publiques.

Ce livre, produit d'une recherche engagée en 2017, met en évidence le rôle des « nouvelles sociétés civiles » post-printemps arabes, et celles qui ont mis en place, souvent dans la douleur, des expérimentations sociales, socio-économiques à partir des années 1990-2000. Le milieu associatif, dans sa dimension d'entreprenariat social, a été privilégié dans cette recherche, sans occulter les organisations éducatives, de défense des droits humains et de protection de l'environnement, au plus près des dynamiques territoriales. Au passage, les modèles politiques des Etats (autoritaires, puis de « transition démocratique » plus ou moins avérée), les modèles de développement (une mondialisation homogénéisante, une libéralisation économique aux effets désastreux) et les politiques de coopération internationale sont questionnés. C'est ce regard croisé entre le local et le global qui fait l'intérêt de cet ouvrage. Comment des groupes sociaux ont su préserver, consolider ou inventer des solidarités de proximité, dans les champs du formel mais surtout de l'informel, en appui aux populations délaissées. Ces processus solidaires ont été télescopés par la pandémie qui a frappé durement les trois pays, et ils ont su résister grâce à la « *persistence impressionnante des valeurs de civisme, de discipline collective, d'entraide et de solidarité familiale ou amicale, au sein de sociétés qu'on croyait désarticulées et fragilisées par des Etats autoritaires* » (B. Stora, dans sa préface du livre). Des raisons d'espérer pour un monde meilleur.

**Roland Biache,
secrétaire général
de la LDH**